

Pa 38

Janvier 1939

Affaires

étrangères

Recueil Sirey

LES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES
BIBLIOTHÈQUE

Affaires étrangères

REVUE MENSUELLE

DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE ET DIPLOMATIQUE

DIRECTION :

Albert MOUSSET. *Questions politiques*
Jean RAY. *Questions juridiques*

ADRESSER LA CORRESPONDANCE A LA REVUE,

57, Boulevard Haussmann - PARIS

Administrateur : Gabriel BEAL

R. C. Seine : 248166 B

Abonnements

France.	Un an	100 francs
Etranger.	{ Union postale	— 125 »
	{ Autres pays	— 150 »

Le numéro : 10 francs (France) et 15 francs (Etranger).

Les abonnements sont reçus, soit au Siège de la Revue
(Chèques postaux : Paris 157610)
soit à la Librairie du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, Paris (5^e).
(Chèques postaux : Paris 3319)

SOMMAIRE

Chroniques et articles

CHRONIQUE POLITIQUE. — <i>La chute de Barcelone et ses conséquences</i> (A. M.).....	2
CHRONIQUE JURIDIQUE. — <i>L'idée d'Empire</i> (J. R.).....	5
E. PÉPIN. — <i>La huitième Conférence panaméricaine de Lima</i> (9-27 décembre 1938).....	10
Jean MORINI-COMBY. — <i>Le sens et la portée du traité de commerce anglo-américain.</i>	22
J.-O. LÉVINE. — <i>Colonies et matières premières</i>	35

La Vie Diplomatique

Ephémérides internationales.	45
--------------------------------------	----

Les Etats et leur politique

GRANDE-BRETAGNE. — <i>Les grandes routes maritimes de l'Empire</i> (J. R.).....	48
YOUGOSLAVIE. — <i>La politique internationale</i> (A. M.).....	50

Variétés

Elie BORSCHAK. — <i>Documents nouveaux sur la politique ukrainienne des Empires centraux en 1918.</i>	54
---	----

VARIÉTÉS

Documents nouveaux sur la politique ukrainienne des Empires centraux en 1918

Au moment où la question ukrainienne offre à l'Europe en désarroi un nouveau sujet d'inquiétude, on ne peut que trouver profit à évoquer, à la lumière de documents inédits, la période de la grande guerre où cette question parut susceptible de devenir un élément de décision.

Le 2 mars 1918, un radio de l'Etat-major allemand annonça au monde entier que " Kiev, capitale de l'Ukraine, était délivrée par les troupes saxonnes ". Le 13 mars, Odessa fut occupée par les troupes austro-hongroises. Appelées par la Rada (1) centrale, à la suite du traité de Brest-Litovsk, signé le 9 février 1918 (2), les Empires centraux réussirent vite à chasser les troupes improvisées de l'armée rouge et à rétablir le gouvernement ukrainien présidé par Holoubovitch.

La fertile Ukraine fut partagée entre les troupes d'occupation. La part du lion échut naturellement aux armées allemandes, qui occupèrent les anciens gouvernements de Kiev, de Tchernihiv, de Poltava, de Kharkov et de Tauride. Le " brillant second ", l'Autriche-Hongrie, tint les gouvernements de Volhynie, de Kherson, de Podolie et de Katerinoslav. Cependant, même dans la zone autrichienne, les Allemands contrôlèrent les chemins de fer et le ravitaillement du pays.

Les objectifs des Empires centraux en Ukraine n'étaient pas absolument identiques. En envoyant ses troupes dans l'ancien

(1) Parlement révolutionnaire ukrainien.

(2) Voir notre étude : « La paix ukrainienne de Brest-Litovsk », dans le *Monde Slave* de 1929.

“ pays des Cosaques ”, l'Allemagne comptait : 1° trouver du blé pour nourrir son armée et sa population civile; 2° tenir une ligne de communication directe avec la Turquie et l'Asie mineure; 3° s'établir fermement dans une des plus riches régions de l'ancien Empire russe et devancer ainsi l'Entente au moment de la solution du problème russe.

A Vienne on n'avait alors qu'un seul but : trouver en Ukraine, coûte que coûte, du blé pour sauver la Double Monarchie, dont la situation alimentaire était désastreuse. Certes, la diplomatie autrichienne avait depuis longtemps des visées sur l'Ukraine, qui n'étaient pas précisément celles de l'Allemagne. Mais, en 1918, l'Autriche se vit obligée de mettre de côté ses anciens plans pour ne pas irriter Berlin et ne pas entrer en conflit ouvert avec les Polonais qui, à cette époque, ignoraient encore le traité secret conclu à Brest-Litovsk.

Quelle était la situation en Ukraine à l'arrivée des troupes austro-allemandes? Pour la connaître, il n'y a qu'à écouter les voix des autorités de l'occupation.

Voici d'abord l'opinion d'un publiciste allemand, Ross, attaché à la *Militärische Stelle des Auswärtigen Amtes*. Après avoir suivi les avant-gardes des troupes allemandes, il adressa à ses chefs un rapport où on lit (1) :

La situation intérieure de l'Ukraine fait penser à celle du Mexique après la chute du gouvernement de Huerta. Il est impossible d'affirmer que les bolcheviks ne s'appuient que sur les troupes russes restées en Ukraine et sur les bandes arrivées de la Grande-Russie (2). En réalité, les bolcheviks possèdent beaucoup de partisans en Ukraine même. L'Ukraine indépendante représentée par la Rada centrale n'a que de faibles racines dans le pays. Les principaux défenseurs de l'indépendance ukrainienne constituent un petit groupe d'idéalistes politiques. Quant au peuple, on voit très souvent qu'il ne porte aucun intérêt à l'indépendance nationale... La Rada s'appuie actuellement, comme elle le fera probablement encore longtemps dans l'avenir, sur les baïonnettes allemandes; les classes aisées de la population sont indifférentes aux changements de gouvernements. Elles suivront tout gouvernement qui ne sera pas trop socialiste...

Les grands propriétaires polonais, qui y sont nombreux, jouent un rôle important; ils essaient d'entrer en rapport avec l'Etat-major alle-

(1) Ce rapport fut publié en 1921, en langue russe, dans le recueil *Arkhiv russkoï revoliucii* (Les Archives de la Révolution russe), Berlin, I, 288-295.

(2) Telle était la version officielle de la Rada.

mand et mènent campagne contre la Rada. L'armée ukrainienne se compose de 2.000 mercenaires. On ne peut compter sérieusement sur l'appui de ces troupes, mais elles ont leur importance comme *decorum*... Les officiers allemands expriment souvent l'opinion qu'il est impossible d'avoir des relations avec la Rada, composée d'une bande de socialistes-révolutionnaires, et qu'il est nécessaire de créer le plus tôt possible un autre gouvernement... Il faut aussi prendre en considération l'habile propagande que l'Entente fait ici et contre laquelle une lutte acharnée est à organiser... La Rada n'existe que grâce à l'occupation allemande, mais son pouvoir s'affirme chaque jour. Cependant, on peut admettre qu'en consolidant son pouvoir elle entrera tôt ou tard en conflit avec les Allemands.

Le 3 mars 1918, l'ambassade d'Autriche-Hongrie à Kiev télégraphiait à Vienne : " On s'occupe énergiquement du transport du blé ukrainien. Pour le moment, seules les réquisitions sont possibles avec l'aide de l'armée. A ce point de vue, nous sommes en retard par rapport à l'Allemagne " (1).

Le 10 mars 1918, von Bulow, délégué de la *Wilhelmstrasse* à Brest-Litovsk, mande au ministre des Affaires étrangères (2) :

Le colonel von Stolzenberg (3) a télégraphié le 9 mars au commandant en chef du front oriental ce qui suit :

" L'attitude hostile des paysans continue. Nos troupes, en réquisitionnant du blé, seront accueillies par des bandes armées. Le gouvernement ukrainien, malgré sa bonne volonté, est impuissant, n'étant pas organisé et ne disposant d'aucune force armée. Il est douteux que ce gouvernement, composé exclusivement des gauches opportunistes, puisse jamais posséder une autorité ferme. Nos troupes ne doivent compter que sur elles-mêmes; il leur faut défendre leur vie, bien qu'elles se trouvent

(1) Dr Gustav GRATZ and Professor Richard SCHÜLLER : *The economic policy of Austria-Hungary during the War in its external relations*, M. A. Carnegie Endowment for International Peace, 1928, p. 132.

(2) Ce document, comme nombre de ceux qui vont suivre, est extrait d'un recueil russe, *Krakh germanskoï okkupacii na Ukraine* (La débâcle de l'occupation allemande en Ukraine), publié à Moscou (1936, 8^e, p. 205), par les Editions d'Etat. Les documents dont il s'agit sont traduits des originaux allemands qui se trouvent dans les *Archives centrales de la Révolution d'Octobre*, à Moscou, et dans celles de Kharkov. Ce sont les pièces que la *Wilhelmstrasse* et le *Ballplatz* adressaient aux autorités militaires et aux diplomates accrédités à Kiev. Après la débâcle des Empires centraux, le Comité révolutionnaire qui se constitua à Kiev dans les armées de l'occupation s'empara de ces documents et les livra aux organisations soviétiques. Leur authenticité est incontestable, mais, en les utilisant, il ne faut pas oublier qu'ils ne constituent pas toute la correspondance diplomatique que Berlin et Vienne échangeaient avec leurs agents à Kiev.

(3) Délégué du haut commandement allemand à Kiev.

dans un pays avec lequel la paix a été conclue... Il est nécessaire d'obliger le gouvernement à fournir gratuitement tout le ravitaillement de nos troupes dans le pays... Le blé est notre besoin vital. En Occident, les batailles décisives nous attendent; aussi convient-il de laisser de côté les considérations diplomatiques sur nos futurs rapports avec l'Ukraine. Nous devons prendre par force, si on ne peut faire autrement, ce dont nous avons besoin pour vivre et pour lutter. Il nous est absolument égal de recevoir du blé du gouvernement ukrainien actuel (qui ne durera pas longtemps) ou d'un autre."

Le 22 mars 1918, le comte Forgach, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Kiev (1), communique au ministre des Affaires étrangères (2) :

Après un long entretien avec le commandant du corps allemand, je suis arrivé à la conclusion que ni lui, ni les représentants politiques du gouvernement allemand (avec lesquels il n'est pas d'accord) n'ont d'instructions et qu'ils ignorent le but de la politique allemande en Ukraine. Le général d'infanterie von Groener (3) est très préoccupé de voir une entreprise conçue sans un véritable plan se développer et réclamer de plus en plus de troupes. Actuellement, notre but en Orient est la ligne de chemin de fer Kharkov-Crimée. Mais il est déjà clair que l'Ukraine en général ne peut exister sans le bassin du Donetz avec son charbon. L'occupation immédiate de cette région est très désirable pour le gouvernement de Kiev afin de sauver d'une catastrophe cette ville et les autres, les stations électriques, les usines, etc. Cette occupation devra être réalisée; elle réclamera un effectif important de troupes austro-hongroises et allemandes, car on peut envisager la possibilité de longs combats avec les Cosaques et les éléments grands-russes de la région du Don...

Le général Groener partage entièrement mon opinion sur ce point : vu les difficultés que nous avons ici et que nous aurons encore, un accord avec le gouvernement ukrainien, qui est si faible, n'est possible qu'à la condition que ce gouvernement se soumette, sous tous les points de vue, à nos désirs et à notre direction. Il paraît que, dans cette question, le général Groener n'est pas d'accord avec l'ambassadeur d'Allemagne; ce dernier voudrait essayer encore de soutenir l'actuel gouvernement ukrainien.

(1) Le diplomate qui remit l'*ultimatum* à Belgrade à la veille de la guerre mondiale. Le conseiller du comte Forgach était le prince Emil Fürstenberg. Le commandant von Fleischman occupait le poste d'attaché militaire. Plus tard, ce dernier fut remplacé par le général comte Spanoki. Des consulats austro-hongrois furent installés à Kiev et à Odessa.

(2) *Op. cit.*, pp. 26-27.

(3) Chef d'état-major de l'armée allemande en Ukraine, Wilhelm von Groener était le véritable dictateur de ce pays. Il remplacera plus tard le général Ludendorff et sera ministre de la Guerre sous la République de Weimar. Depuis l'avènement de Hitler, le général Groener a disparu de la scène politique.

Le point de vue de l'ambassadeur d'Allemagne, juste en principe, n'est pas, à mon sens, réalisable, car, pour obtenir du blé, nous devons agir avec la plus grande énergie, sans nous embarrasser d'aucune considération; d'autant que le gouvernement ukrainien n'est capable d'aucune action; il est très débile et hésite toujours, par exemple, à faire savoir à l'opinion publique que les troupes allemandes sont venues sur la demande de ce gouvernement.

Le général Groener m'a donné, confidentiellement, lecture d'une lettre privée adressée au général Ludendorff dans laquelle il l'a mis en garde contre l'inaction en Ukraine et a réclamé une décision claire.

Le 26 mars, le baron von der Bussche, sous-secrétaire d'Etat adjoint, explique dans un télégramme au baron Mumm von Schwarzenstein (1), ambassadeur d'Allemagne à Kiev, que

notre intervention militaire en Ukraine est justifiée par la demande de la Rada. Nous avons reconnu la Rada comme gouvernement légitime de la République ukrainienne et nous avons conclu la paix avec ses délégués. Ces deux faits doivent définir notre attitude envers l'Ukraine, si nous ne voulons pas violer les bases de notre politique. Le but principal de notre occupation, c'est de garantir l'exportation du blé dans les pays de l'Europe centrale. Notre représentation à Kiev doit tout faire pour réaliser ce but. Aucune hésitation n'est possible dans cette politique. Il faut continuellement insister auprès de la Rada sur le fait que nous avons satisfait à sa demande pour l'aider, mais que, de notre part, nous sommes obligés de réclamer d'elle les mesures propres à garantir l'exportation du blé. Il faut toujours souligner que le blé est notre unique avantage dans le traité avec l'Ukraine. Nous sommes loin de vouloir intervenir dans les affaires intérieures de l'Ukraine. Mais nous sommes obligés de surveiller les travaux aux champs, même s'il nous fallait sacrifier tel ou tel autre principe.

En exécution de cette instruction, le 28 mars, M. Mumm adressa au chancelier du Reich, comte Hertling, un "plan technique" pour réussir à s'emparer du fameux blé ukrainien. D'après ce plan (2), les Empires centraux organiseraient à Kiev un *Office central du blé*. Le gouvernement ukrainien aurait le droit d'avoir son délégué au Conseil de l'Office. Celui-ci aurait son représentant au ministère du Ravitaillement de l'Ukraine. Le gouvernement de Kiev garantirait la sécurité personnelle (*sic*) de tous les collabo-

(1) Il était secondé par le conseiller comte von Berchem et par le baron Stolzenberg, attaché militaire. Des consulats allemands furent installés à Kiev, à Kharkov, à Katerinoslav, à Nikolaïev.

(2) *Op. cit.*, pp. 84-85.

rateurs de l'Office ayant pour mission d'exécuter les ordres des puissances centrales. Aux chefs-lieux des départements seraient créées des sections de l'Office central.

Après avoir pris connaissance de ce document, le général Groener, dans une lettre adressée, le 31 mars, au baron Mumm, s'exprime ainsi :

J'espère que le gouvernement ukrainien réalisera ce plan. Je compte qu'il nous donnera la possibilité de réaliser nos objectifs économiques. Et, en même temps, votre plan laisse au gouvernement ukrainien son masque de socialisme d'Etat. Cependant, je doute fort que les fonctionnaires ukrainiens de province soient capables de faire œuvre d'administration.

Quelques jours plus tard, le 3 avril, le comte Czernin télégraphie au comte Forgach que, d'après ses renseignements, il était possible de trouver en Ukraine des stocks importants de blé aux conditions suivantes :

- 1° Le gouvernement ukrainien actuel devrait être remplacé par un autre, qui ne fasse pas de résistance passive;
- 2° Il faudrait amener en Ukraine un contingent suffisant de troupes;
- 3° Il serait nécessaire d'agir avec une énergie inexorable.

Le ministre des Affaires étrangères ajoutait :

Je suis obligé d'attirer avec insistance l'attention de Votre Excellence sur le fait que l'Autriche ne peut pas tenir jusqu'à la nouvelle récolte; si, avant que la récolte soit faite, l'Autriche ne reçoit pas, au *minimum*, les cinquante mille wagons qu'il est possible d'obtenir, une catastrophe est inévitable. Je prie Votre Excellence d'agir avec le *maximum* d'énergie et d'obtenir ce qu'il est possible (1).

Deux jours plus tard, la *Wilhelmstrasse* télégraphie au baron Mumm :

Ci-joint un extrait du télégramme de l'attaché militaire à Kiev adressé au G.Q.G. Le gouvernement ukrainien en son temps fut un instrument commode pour conclure la paix. Mais aujourd'hui, son pouvoir ne s'étend pas plus loin que celui de nos baïonnettes. Il a peur d'exporter du blé, sans parler de la quantité stipulée dans le traité de Brest. Le peuple, surtout dans les grandes villes, ne comprendra nullement une telle mesure du gouvernement, vu la cherté de la vie et l'instabilité générale. La *nomination* (2) d'un autre gouvernement ne servira pas à

(1) *Op. cit.* pp. 35-36.

(2) C'est nous qui soulignons.

grand'chose. On pourrait travailler avec le gouvernement actuel si on l'obligeait à déférer à nos ordres. Il le faut; nous n'avons pas d'autre recours. Pour juger à quel point le gouvernement actuel redoute l'opinion publique, je citerai l'exemple suivant. J'ai invité aujourd'hui le ministre ukrainien de la Guerre (1) à accueillir le feld-maréchal (2) à la gare, mais il m'a donné une réponse évasive. Quand, hier, j'en ai parlé au ministère, un général ukrainien qui connaît l'allemand m'a dit confidentiellement que le ministre de la Guerre croirait perdre son autorité dans le peuple s'il allait accueillir publiquement le général Eichhorn. Alors, je me suis mis à parler avec le général ukrainien à la manière allemande, et ce avec un tel succès que le ministre de la Guerre m'a reçu immédiatement, en présence du président du Conseil, pour me déclarer accepter avec reconnaissance l'invitation d'aller chercher le feld-maréchal. Aujourd'hui, les généraux ukrainiens *in corpore* étaient présents à la gare. Je crois que si l'on avait toujours pu parler à la manière allemande, nous aurions vite réussi. Actuellement, le pouvoir est dans nos mains et les ministres ukrainiens doivent se soumettre.

Ce télégramme se croisa avec une dépêche du baron Mumm à son département, dont le texte était le suivant :

Vu que le pseudo-gouvernement ukrainien, par ses actes communistes, désorganise le pays — ce qui nuit à nos intérêts — il faudrait peut-être essayer d'orienter ce gouvernement à droite. A mon avis, l'influence indirecte de M. Rohrbach (3), partisan bien connu de l'idée ukrainienne, serait peut-être plus utile qu'une pression directe exercée par l'ambassade ou les autorités militaires, car une intervention pareille serait considérée comme une coaction. Dans le même ordre d'idées, je considère comme désirable l'arrivée en Ukraine des socialistes-démocrates modérés. S'il fallait changer le gouvernement, les camarades socialistes, après leurs observations personnelles, se seraient convaincus que la politique actuelle n'est pas viable. L'arrivée du D^r David (4) serait utile, vu que la question juive se pose ici. M. Zudekum convient moins, car il est trop connu comme *kavalier-sozialiste* (5).

Dans le même temps, les grands propriétaires russes et polonais d'Ukraine, ayant réussi à entrer en contact avec les autorités d'occupation, menaient une propagande acharnée contre le gouvernement, dont la politique agraire avait porté un coup mortel

(1) Alexandre Joukovsky (1884-1925).

(2) Von Eichhorn, commandant en chef des troupes allemandes d'occupation.

(3) Paul Rohrbach, spécialiste des questions ukrainiennes, rédacteur principal de l'hebdomadaire *Deutsche Politik* (Weimar) qui avait pour but de propager l'idée d'un démembrement de la Russie et de la création du *Mittleuropa*. Il continue à s'occuper des problèmes ukrainiens dans le Troisième Reich.

(4) Social-démocrate modéré.

(5) *Op. cit.*, p. 38.

aux *latifundia* en Ukraine. Ainsi, le 11 avril 1918, quelques grands propriétaires polonais remirent au commandant du II^e corps austro-hongrois un *memorandum* où ils affirmaient que le but de l'occupation, le blé, ne serait atteint que lorsque l'anarchie cesserait. A cet effet, il fallait dissoudre immédiatement les Conseils révolutionnaires, désarmer les paysans, rétablir les propriétés détruites durant la révolution, donner une aide matérielle aux propriétaires et abroger la loi qui expropriait les grands domaines.

Les mêmes éléments polonais trouvèrent un accès à la *Wilhelmstrasse*, qui télégraphia, le 11 avril, au baron Mumm :

Le prince Druckoï-Linbecki nous a remis une note de son frère et a ajouté : Le gouvernement allemand, dans son action en Ukraine, doit s'appuyer sur les propriétaires et mettre l'ordre dans les régions où les paysans s'emparent déjà des grandes propriétés. Au cas contraire, la terre restera inculte, ce qui aura pour conséquence la famine et les désordres. Il considère nécessaire une collaboration avec les grands propriétaires qui sauront parler avec la Rada et les paysans. Il recommande surtout d'appeler le comte Joseph Potocki et M. Pulaski (1), qui se trouvent actuellement à Stockholm.

Un autre grand propriétaire, Russe, celui-là, le duc de Leuchtenberg (2), reconnaît lui-même avoir écrit, le jour où les Allemands entraient à Kiev, à un personnage militaire allemand, très haut placé dans l'armée de l'Est, et qu'il connaissait d'avant la guerre.

Je lui exposai qu'il ne fallait pas s'y tromper; qu'il n'existait, au fond, pas de peuple ukrainien désireux de se séparer de la Russie; qu'il n'y avait pas plus de différence entre un Petit-Russien et un Grand-Russe qu'entre un Bavarois et un Prussien, plutôt moins; qu'il fallait agir énergiquement et sévèrement dans les campagnes si on voulait y remettre de l'ordre et donner aux propriétaires fonciers la possibilité d'ensemencer leurs terres et de produire ainsi les vivres nécessaires aussi bien à la population qu'aux armées allemandes elles-mêmes; qu'il ne fallait surtout pas prendre au sérieux la Rada centrale, qui n'avait aucune racine dans le peuple et était composée de gens incapables d'administrer le pays; encore moins de créer la machine administrative d'un nouvel Etat (3).

(1) *Op. cit.*, pp. 39-40. M. Potocki et M. Pulaski étaient deux grands propriétaires polonais en Ukraine.

(2) Georges Nicolaïevitch, duc de Leuchtenberg (1872-1929), apparenté à la maison impériale russe, était un descendant d'Eugène de Beauharnais.

(3) *Souvenirs d'Ukraine*, par G. L. B. [Georges, duc de Leuchtenberg], ancien officier russe. Vevey, 1919, pp. 21-22. L'auteur, au moment où il fit paraître ses Souvenirs, se cachait sous un pseudonyme. Nous supposons que le « personnage militaire allemand très haut placé » auquel il a écrit était le prince Léopold de Bavière, chef suprême du front oriental allemand.

Le haut commandement allemand à Kiev écoutait ces suggestions avec bienveillance, et, le 6 avril, le feld-maréchal von Eichhorn, de sa propre initiative, sans consulter le gouvernement ukrainien, promulgua un décret qui, en fait, rétablissait la grande propriété en Ukraine. Aux termes de ce décret, la récolte appartenait à celui qui ensemençait le champ; là où les paysans n'avaient pas la possibilité d'ensemencer, les propriétaires étaient tenus de le faire; les paysans ne devaient pas les en empêcher. Les Comités agraires créés pendant la révolution devaient fournir aux propriétaires les chevaux, les machines agricoles et les grains.

L'ordre du maréchal allemand supprimait une des conquêtes de la révolution à laquelle les paysans tenaient le plus. Des débats orageux eurent lieu à la Rada, qui vota la motion suivante : " Les troupes allemandes ont été appelées par le gouvernement ukrainien pour l'aider à rétablir l'ordre en Ukraine dans les limites indiquées par ce gouvernement. L'intervention du commandement allemand et austro-hongrois dans la vie politique et sociale de l'Ukraine est inadmissible. Le décret du feld-maréchal Eichhorn rentre dans ce genre d'immixtion : il désorganise la vie économique de l'Ukraine et complique la situation politique."

A la suite de ces débats, le 12 avril 1918, M. Mumm eut un long entretien avec le président Hruchevsky, en présence de Holubovitch, président du Conseil, et de Liubinsky, ministre des Affaires étrangères. L'ambassadeur d'Allemagne était accompagné de MM. Wiedfeld et Melchior, membres de la mission économique allemande en Ukraine. Le lendemain, le diplomate allemand rendit compte de cette entrevue à son gouvernement dans les termes suivants :

Mes collaborateurs, dans un exposé concluant, critiquèrent la politique agraire et financière du gouvernement ukrainien qui doit inévitablement aboutir à un krach économique. Les récriminations du président du Conseil contre le décret édicté par le feld-maréchal pour stimuler les travaux des champs m'ont obligé à lui donner une réplique cinglante. J'ai dit carrément à ces messieurs que, sans notre aide militaire, aucun d'eux ne serait resté en fonctions et que le rappel de nos troupes aurait pour conséquences immédiates leur exil et l'anarchie dans le pays.

L'impression générale que nous a laissée cet entretien est désastreuse. Une collaboration normale est impossible avec ces gens qui, aveuglés par leurs théories socialistes, tournent le dos aux réalités. Bien que la situation agraire et financière du pays soit très fâcheuse pour nous, il faut quand même soutenir ce gouvernement, jusqu'au moment où les négociations en cours seront terminées (1). Nous espérons que ce sera

bientôt. Toutefois, ni moi, ni mon collègue austro-hongrois, ni le général Groener n'avons encore de candidature pour remplacer le gouvernement actuel. Bien que jusqu'à ce jour je me sois montré tout à fait loyal envers le gouvernement ukrainien ainsi qu'envers le président du Conseil, personnage sympathique, je serai désormais obligé d'essayer, peu à peu et avec prudence, de me mettre en contact avec les partis de droite.

Le 16 avril, nouvelle dépêche de l'ambassadeur d'Allemagne touchant l'attitude des autorités militaires dans les affaires ukrainiennes :

Le général Groener a essayé de résoudre la quadrature du cercle. Le décret du feld-maréchal relatif aux travaux des champs a constitué la première et importante intervention dans les affaires intérieures de l'Ukraine. Cette intervention s'est justifiée par la nécessité de sauvegarder la récolte, pour l'Ukraine et pour les puissances centrales... On verra ce qui se passera; je ne suis pas un prophète. En soi-même, le changement du gouvernement ne serait pas un malheur; mais il n'y a pas de successeurs qui nous conviennent. Naturellement, les troubles devraient être immédiatement étouffés; toutefois, nous n'avons peut-être pas assez de forces pour faire régner l'ordre partout.

Je voudrais avant tout terminer les négociations économiques, ce qui adviendra très prochainement. Mes rapports avec le général Groener sont excellents. C'est un plaisir de travailler avec lui, car il est énergique et connaît parfaitement les questions économiques (2).

Le lendemain, 17 avril, tard dans la nuit, le général Groener envoya à l'ambassadeur Mumm son aide de camp pour lui montrer un télégramme qu'il se disposait à envoyer au prince Léopold de Bavière, commandant en chef du front oriental. Dans ce télégramme, il insistait très énergiquement sur la nécessité de renverser le gouvernement ukrainien aussitôt après la signature du traité économique. Le chef d'Etat-major allemand voulait surtout éviter l'inauguration de la Constituante ukrainienne, qui avait un caractère anti-allemand (3).

Bien que le baron Mumm ne fût pas opposé, en principe, aux arguments du général Groener, il lui déconseilla d'envoyer le télégramme car, disait-il,

renverser le gouvernement par notre initiative sans connaître les personnes qui pourraient lui succéder, tout cela me semble un saut dans

(1) Il s'agit des négociations pour la signature d'un traité économique entre l'Allemagne et l'Ukraine.

(2) *Op. cit.*, pp. 43-44.

(3) La Constituante ukrainienne, élue en décembre 1917, devait se réunir le 12 mai 1918.

l'inconnu. Il se pourrait d'ailleurs que les troubles qui suivraient le changement de gouvernement constituassent un obstacle plus grand à la réalisation de notre traité économique que la résistance passive et l'incapacité du gouvernement actuel... Le problème ukrainien ne peut être résolu réellement que par la création d'un gouvernement général allemand, bien entendu de fait mais non *de jure*. C'est une mesure inévitable, quoique parfaitement indésirable du point de vue politique. Comme prétexte pour changer le gouvernement, on pourrait invoquer la manifestation qui se prépare contre la politique agraire du gouvernement. Cette manifestation doit avoir lieu le 15 avril. Naturellement, les propriétaires ne sont pas étrangers à la mise en scène de cette manifestation. En tout cas, dans l'intérêt de la sécurité, le général Groener a pris des mesures pour renforcer la garnison de Kiev, bien que le président du Conseil ait protesté auprès de moi, énergiquement mais sans succès (1).

Le lendemain du jour où fut rédigée cette dépêche, le général Eichhorn télégraphia au G.Q.G. :

J'insiste toujours pour que l'on envoie en Ukraine toutes les troupes disponibles. Il est difficile de prévoir les événements, mais il n'y a personne pour gouverner; le gouvernement actuel n'a ni force ni autorité. Partout, dans le pays, où nos baïonnettes sont absentes, règne le chaos. La seule issue, c'est le recours à la force militaire.

Les événements se précipitèrent. Le 23 avril 1918 fut enfin signé le *Traité économique entre la République populaire ukrainienne, d'une part, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, d'autre part*. Les signataires furent, pour l'Ukraine, M. Nicolas Porche; pour l'Allemagne, le baron Mumm; pour l'Autriche-Hongrie, le comte Forgach. D'après ce traité, jusqu'au 31 juillet 1918, le gouvernement ukrainien s'engageait à fournir aux puissances centrales un million de tonnes de blé, 4.000 millions d'œufs, 45.835 tonnes de cheptel, 25.000 tonnes de pommes de terre, 600 wagons de bois, 400.000 tonnes de houille. En échange, les puissances centrales s'obligeaient à livrer à l'Ukraine du pétrole, des machines agricoles, des produits manufacturés. Hâtons-nous de dire que l'Allemagne n'a pas observé ses engagements. Quant à l'Ukraine, elle fut obligée d'exécuter les siens, car les troupes allemandes y tinrent garnison.

(A suivre.)

Elie BORSCHAK.

(1) *Op. cit.*, pp. 45-47.

SOMMAIRE

Chroniques et articles

- CHRONIQUE POLITIQUE. — *La « solidarité des démocraties » est-elle d'ordre idéologique ou géographique? (A. M.)*..... 66
- CHRONIQUE JURIDIQUE. — *Un projet anglais concernant les dommages de guerre (J. R.)*..... 69
- René DOLLOT. — *La crise européenne de l'automne 1938 et les neutralités permanentes.* 72
- Olof HOIJER. — *Le nouvel aspect de la question des îles d'Aland.* 84
- André SCHERRER et C. ROSENBERG. — *L'évolution des rapports financiers et économiques franco-allemands*..... 97

La Vie Diplomatique

- Ephémérides internationales. 111

Les Etats et leur politique

- ETATS-UNIS. — *Le Président Roosevelt et le 76^e Congrès (M. L.)*.... 115
- FRANCE. — *Les relations de la République avec le Saint-Siège*.... 118

Variétés

- Elie BORSCHAK. — *Documents nouveaux sur la politique ukrainienne des Empires centraux en 1918 (suite)*..... 120

VARIÉTÉS

Documents nouveaux sur la politique ukrainienne des Empires centraux en 1918 (1)

Le traité économique une fois signé, les autorités allemandes purent donner libre cours à leur dessein, qui était de renverser la *Rada*. Bien que le baron Mumm assurât Berlin qu'il n'y avait pas de candidats, le général Groener (et le baron lui-même) en avait déjà un : c'était le général Paul Skoropadski, dont les ancêtres avaient joué un rôle considérable dans l'histoire de l'Ukraine. L'auteur de la famille, Fedor Skoropadski, un des lieutenants de Khmelnitski, tomba glorieusement dans la bataille des *Eaux Jaunes*, en 1648, contre les Polonais. Son petit-fils, Ivan Skoropadski, fut colonel de Starodub, sous Mazeppa. Il prit part au complot de ce dernier mais ne réussit pas à rejoindre l'hetman et dut ouvrir sa ville aux troupes russes. Le 17 novembre 1708, le colonel Skoropadski fut élu, sous la pression des baïonnettes russes, hetman de l'Ukraine (2). Son frère, Vassil, l'ancêtre direct du général Skoropadski, était général aide de camp en Ukraine.

Pavlo Skoropadski fut un militaire de carrière, aide de camp du tsar en 1905, il fut promu général-major en 1911 et commandait un régiment de la garde lors de la grande guerre. A la tête d'une brigade de cavalerie il battit les Allemands sous Kauschen, en Prusse-Orientale; puis il reçut le commandement du 34^e corps d'armée.

Vint la révolution russe. Apparenté à la grande noblesse russe, très riche, Skoropadski n'avait rien de commun avec les diri-

(1) Voir *Affaires Etrangères* de janvier 1939, pp. 54-64.

(2) Voir Elie BORSCHAK et René MARTEL, *Vie de Mazeppa*, Paris, Calmann-Lévy, 1931.

geants du mouvement ukrainien. Cependant il appartenait à une famille d'hetmans, et la propriété de ses aïeux, Trostianzy, dans le gouvernement de Poltava, était un véritable musée de l'ancienne Ukraine.

L'anarchie russe qui sévit partout, et surtout sur le front, devait préoccuper Skoropadski qui se souvint qu'il était né Ukrainien. Par ambition personnelle ou par souci patriotique il commença en été 1917, d'accord avec la *Rada* centrale, à ukrainiser le 34^e corps d'armée. Les officiers et soldats non ukrainiens furent remplacés par des Ukrainiens. Commandé par Skoropadski, le premier corps ukrainien devint une excellente unité sur l'ancien front russe du sud-ouest.

Après la révolution bolchevique, Skoropadski, avec son corps ukrainien, s'opposa à la marche des troupes bolchevisées sur Kiev et les désarma. Mais la *Rada* se méfia du général, qu'elle soupçonnait d'avoir des ambitions dictatoriales. Skoropadski fut obligé d'abandonner son commandement; bientôt son ancien corps se décomposa.

Quand les Allemands occupèrent l'Ukraine, Skoropadski apparut de nouveau à Kiev où il groupa autour de lui un certain nombre d'Ukrainiens et de Russes, installés depuis longtemps en Ukraine, contre le gouvernement de la *Rada*, composé de socialistes. Il a raconté dans ses *Souvenirs* (1) sa première rencontre avec les autorités allemandes.

Un jour, vers le 10 avril, je rencontrai dans la rue le prince Charles Radziwil (2). Nous avons causé. Entre autres choses je lui dis que je m'ennuyais beaucoup. Il me répondit : « Voulez-vous parier que vous allez jouer un grand rôle en Ukraine? » Je lui fis remarquer que je ne voyais pas de quelle manière cela pourrait se faire. Le même jour, on me fit savoir que le commandement allemand s'intéressait à moi et voulait faire ma connaissance. Deux jours après, je reçus la visite d'un officier du service des renseignements allemand, qui me dit que le commandant Hasse demandait la permission de venir me voir pour une affaire très importante. Le même jour j'ai vu le commandant Hasse qui se montra très aimable. Nous causâmes de notre organisation et je lui fis savoir mes idées sur la situation politique. Je me souviens bien qu'il m'a beaucoup questionné sur l'empereur (Nicolas II) et sur mon passé militaire. C'était tout; mais j'ai gardé l'impression que ma personne était bien vue de l'*Oberkomando* et qu'au besoin on pourrait s'entendre

(1) Ces *Souvenirs*, en ukrainien, furent publiés dans la revue *Khliborobska Ukraïna* (« L'Ukraine Agricole »), Vienne, 1924-1925, V, 31-93.

(2) Il avait de grandes propriétés en Ukraine.

avec les Allemands. Cependant je vis qu'il fallait se hâter et passer aux actes. Mes partisans réclamèrent également des actes décisifs, ils m'exprimèrent leurs craintes au sujet de la Constituante ukrainienne convoquée pour le 12 mai.

Le 13 et le 15 avril 1918 Skoropadski eut des entretiens avec les commandants Hasse et Jaroche, qui dirigeaient le service allemand des renseignements. Il exposa son plan d'action.

Les 23 et 24 avril eurent lieu à Kiev d'importants conseils auxquels prirent part le général Grøener, le baron Mumm, le comte Forgach et les délégués militaires des puissances centrales. Ils se mirent d'accord sur une politique ukrainienne. Le 24 avril eut lieu la rencontre décisive du général Skoropadski avec le général Grøener.

Le chef d'état-major allemand déclara tout d'abord que ses compatriotes n'intervenaient pas dans les affaires intérieures de l'Ukraine; mais, vu la situation du pays et l'impuissance complète du gouvernement de la *Rada*, ils étaient prêts à seconder l'action du général Skoropadski. Les autorités allemandes (1) et Skoropadski se mirent d'accord sur les points suivants :

- 1° Le général Skoropadski reconnaîtra le traité de Brest-Litovsk;
- 2° La *Rada* sera dissoute; la Constituante ne sera pas convoquée; de nouvelles élections auront lieu après la pacification complète du pays;
- 3° L'effectif des troupes ukrainiennes et leur utilisation seront fixés d'accord avec le commandement allemand;
- 4° Les tribunaux ukrainiens commenceront à fonctionner régulièrement, mais les crimes et délits commis contre les troupes allemandes seront jugés par des conseils de guerre allemands;
- 5° L'administration sera épurée et les éléments révolutionnaires en seront éliminés; tous les comités révolutionnaires seront dissous. L'article 6 traitait des fournitures à l'armée allemande. L'article 7 rétablissait le libre commerce, mais sauvegardait les privilèges acquis aux Puissances centrales par le traité de Brest-Litovsk. L'article 8 rétablissait la propriété foncière, admettait le principe des grandes propriétés et envisageait, pour les paysans, la possibilité d'acquérir la terre des grands propriétaires, bien entendu

(1) On notera l'absence d'un représentant de l'Autriche.

par voie d'achat. Enfin, le dernier article stipulait que l'Ukraine rembourserait à l'Allemagne les dépenses que celle-ci avait faites pour l'aider militairement.

Le général Grøener déclara à Skoropadski qu'il pouvait compter sur le concours allemand, mais qu'auparavant il devait, par ses propres forces, s'emparer du pouvoir. C'était, au fond, une carte blanche.

Sur ces entrefaites survint à Kiev un événement qui fournit aux Allemands un prétexte pour passer ouvertement aux actes. Alors résidait dans la capitale ukrainienne un banquier fort connu, Dobrij (1), qui avait pris part aux négociations économiques entre le gouvernement ukrainien et les puissances d'occupation. Les Ukrainiens avaient de bonnes raisons de croire que Dobrij était un agent allemand. Au lieu de prendre franchement les mesures qui s'imposaient contre un citoyen déloyal, le ministre de l'Intérieur le fit enlever d'une manière mystérieuse. L'enquête ouverte par les autorités allemandes aboutit à la découverte d'une « organisation secrète ukrainienne » qui, au vrai, n'était qu'un bureau de renseignements du Ministère de l'intérieur. Les Allemands prirent peur et le 25 avril, le feldmaréchal von Eichhorn lança la proclamation suivante :

Des individus et des comités irresponsables essayent de terroriser la population. Au mépris de toute loi, ils arrêtent les gens qui, dans l'intérêt du pays, sont prêts à collaborer avec l'Allemagne (2). Je n'admets aucun acte illégal sur le territoire où se trouvent les troupes allemandes. C'est pourquoi j'ordonne de prendre des mesures spéciales en ce qui concerne la sécurité de Kiev.

Tous ceux qui commettent des actes illégaux seront immédiatement traduits devant les tribunaux. Seront jugés par les conseils de guerre allemands tous les délits contre la sécurité publique, tous les crimes et, en général, toute action criminelle dirigée contre les troupes allemandes et alliées (austro-hongroises). Les tribunaux ukrainiens continueront à juger les crimes et les délits à l'exception de ceux qui sont énumérés ci-dessus. L'état-major du 27^e corps d'armée est chargé de l'exécution de cette ordonnance (3).

(1) Mort en exil, à Paris.

(2) Allusion à l'enlèvement du banquier Dobrij.

(3) A la fin d'août, il y avait en Ukraine six corps d'armée allemands, en tout vingt divisions; les Austro-Hongrois comptaient quatorze divisions. Le pays était donc occupé par trente-quatre divisions. Sans doute, en décidant d'envahir l'Ukraine, ni Berlin, ni Vienne n'avaient envisagé l'effort militaire à accomplir dans le « pays ami ».

Le même jour, l'ambassadeur d'Allemagne télégraphia confidentiellement à Berlin :

Le général Grœner était prêt à résoudre la question par les moyens militaires; il se préparait à déclarer l'état de siège à Kiev. Je conseillais au général, pour le moment, de ne pas prendre cette mesure qui ferait une impression fâcheuse sur l'opinion publique, chez nous et dans les pays neutres. Quant à moi, j'ai exigé du président du Conseil la libération de M. Dobrij avant ce soir, l'arrestation de trois personnes soupçonnées d'appartenir au Comité, l'ouverture d'une instruction par les tribunaux ukrainiens (1).

Dans la nuit du 26 avril les troupes allemandes désarmèrent la première division ukrainienne stationnée à Kiev.

Ces mesures provoquèrent l'indignation de la *Rada*. Le 27 avril, celle-ci tint une séance orageuse au cours de laquelle le président du Conseil expliqua la conduite des autorités allemandes par « leur désorientation dans nos affaires et peut-être par leur mauvaise volonté ». Il proposa d'adresser une note de protestation au gouvernement allemand et de lui demander le rappel du feld-maréchal Eichhorn et d'autres hauts fonctionnaires allemands, civils et militaires.

Le lendemain, 28 avril, la séance de la *Rada* reprit. Les orateurs critiquèrent en termes violents la conduite des autorités d'occupation. Alors se produisit l'incident le plus typique, peut-être, de l'intervention allemande en Ukraine. Au moment où M. Hruchevsky, qui présidait, donna la parole à un orateur, la salle fut subitement envahie par les soldats allemands; un lieutenant cria en russe : « Au nom du gouvernement allemand, j'ordonne à tout le monde de lever les mains. » Toutes les mains se levèrent; seul M. Hruchevsky resta immobile comme s'il n'avait rien entendu. L'officier exigea qu'on lui désignât, parmi les présents, Tkatchenko (ministre de l'Intérieur), Liubinski (2) (ministre des Affaires étrangères), Kovalevsky (ministre de l'Agriculture), Joukovsky (ministre de la Guerre) et M. Haievsky (directeur des Affaires politiques à l'Intérieur), Liubinski et Haievski furent arrêtés sur-le-champ.

Le lendemain, 29 avril, eut lieu la dernière séance de la *Rada*. Hruchevsky déclara qu'il avait protesté auprès des autorités alle-

(1) Documents publiés dans le *Recueil de Moscou*, p. 51.

(2) Un des négociateurs du traité de Brest-Litovsk et le signataire de l'appel invitant les Allemands à envahir l'Ukraine.

mandes contre la conduite inouïe de leurs troupes. Cette déclaration fut écoutée dans un silence profond. Tout le monde avait le sentiment que la *Rada* siégeait pour la dernière fois. Le même jour, à 11 heures du matin, au cirque de Kiev, se tint le « Congrès des paysans », composé d'un certain nombre de paysans aisés, qui élut unanimement comme président Michel Voronovitch, grand propriétaire et gouverneur de la Bessarabie sous le tsar.

Le Congrès débuta par des discours antisocialistes. M. Doussap, président de l'Union des propriétaires fonciers en Ukraine, attaqua en termes violents la future Constituante ukrainienne qui devait se réunir le 12 mai. L'assistance applaudit frénétiquement en criant : « A bas la *Rada* ! A bas les comités agraires ! » Un orateur proposa une dictature ; un autre s'écria : « Il nous faut un hetman ! » Une grande partie des délégués (qui étaient au courant du complot) lui fit écho : « Oui, bravo, un hetman ! »

A ce moment apparut, dans une loge du cirque, le général Skoropadski, flanqué de son état-major. Le président, Voronovitch, proposa à l'assistance d'élire Skoropadski comme hetman (1) de l'Ukraine. La majorité de l'assistance répondit : « Vive l'hetman ! »

Skoropadski monta à la tribune et déclara : « Messieurs, je vous remercie de votre confiance. L'anarchie est partout. Seul un pouvoir fort peut faire régner l'ordre. Je m'appuierai sur vous, propriétaires et éléments sains, et je prie Notre Seigneur de nous donner la force de sauver l'Ukraine ! »

C'est ainsi que le général Pavlo Skoropadski, ancien général à la suite du dernier Romanov, devint hetman de l'Ukraine.

Tandis que se déroulait cette mise en scène, des officiers, forts de la promesse du général Grøener, commencèrent à occuper les points stratégiques de Kiev. La *Rada*, voyant les troupes allemandes prêtes à intervenir, comprit que toute résistance était inutile. Dans la nuit du 29 avril Kiev passa au pouvoir des conspirateurs. La province, où les garnisons austro-allemandes avaient été alertées, ne bougea pas.

Ce même 29 avril, le nouvel hetman lança une proclamation :

L'Ukraine fut sauvée grâce à l'aide puissante des Empires Centraux qui, fidèles à leur parole, continuent à lutter pour la liberté de l'Ukraine.

(1) Le titre d'*hetman*, dans l'ancienne Ukraine, correspondait à celui de souverain électif. Il était chef du gouvernement civil et militaire. Le dernier hetman de l'Ukraine avait été Cyrille Rozoumovski. Catherine II abolit l'hetmanat en 1764.

Avec une telle aide on pouvait espérer la restauration de l'ordre et de la vie économique normale. Cependant ces espoirs ne se réalisèrent pas. L'ancien gouvernement ukrainien n'a pas organisé notre Etat, car il n'en était pas capable... En fils fidèle de l'Ukraine, je décide d'assumer provisoirement tout le pouvoir et je me proclame hetman de toute l'Ukraine... La *Rada* centrale ainsi que tous les comités agraires sont dissous. Les ministres et leurs adjoints sont tous révoqués... Le droit de propriété est rétabli sans aucune limite et toutes les lois du gouvernement ukrainien ainsi que celles du gouvernement provisoire russe qui avaient limité ces droits sont abrogées. La vente et l'achat de la terre sont complètement libres...

Cette proclamation fut accompagnée d'une « loi organique » qui définissait le nouveau régime en Ukraine. D'après cette loi, le pouvoir souverain n'appartenait qu'à l'hetman (§ 1). Il nommait le président du Conseil (§ 3); dirigeait la politique extérieure de l'Etat (1) et commandait en chef l'armée et la marine (§ 4-5). Le droit de propriété était inviolable. L'expropriation des biens immobiliers ne pouvait se faire que contre une indemnité (§ 10).

Telle était la base juridique du régime proclamé le 29 avril 1918.

Dans une lettre adressée le 29 avril au chancelier Hertling, le baron Mumm relate ainsi le coup d'état de Kiev :

Pour notre politique, si bien inaugurée à Brest-Litovsk, le dimanche des Rameaux fut un jour noir. La cause directe des événements qui se déroulèrent était minime. Un banquier de Kiev, un Juif nommé Dobrij, qui joua un rôle si important durant nos négociations avec le gouvernement ukrainien, fut arrêté dans la nuit et enlevé dans des conditions mystérieuses. Les hommes qui arrêtaient Dobrij se déclarèrent membres de « l'Union pour la libération de l'Ukraine ». Une telle situation était inadmissible. Le feld-maréchal ne peut admettre l'existence d'organisations secrètes car, vu la faiblesse du gouvernement local, il est responsable de l'ordre dans la ville. De mon côté, je ne pouvais rester passif sans décourager les meilleurs éléments sur la collaboration desquels nous comptons.

D'accord avec le Chef d'Etat-major, je me suis rendu chez le Premier Ministre; j'en ai exigé la libération immédiate de Dobrij et la punition exemplaire des personnes qui l'avaient arrêté. Le président du Conseil joua devant moi le rôle d'innocent et, naturellement, nia toute participation, même minime, du gouvernement dans cette affaire. En même temps il promit de prendre toutes les mesures pour identifier le lieu de détention de Dobrij et le libérer. Cependant il ne tint pas sa promesse et le général Groener proposa au feld-maréchal de publier une ordonnance

(1) *Ukrainska derjava*, tel était le titre officiel de l'Ukraine sous l'hetman.

en vertu de laquelle tous les crimes contre la surêté publique seraient jugés par le Conseil de guerre allemand.

Je ne cachai pas au général Groener mes doutes sur l'esprit politique de cette ordonnance, mais, vu l'importance des intérêts militaires, je crus nécessaire de ne pas insister sur ces doutes...

L'ordonnance du feld-maréchal affichée dans la ville ne provoqua aucun trouble. Au contraire, les éléments bien pensants et les classes aisées l'accueillirent avec satisfaction. Naturellement, pour le gouvernement, qui ne se rendait pas compte de sa situation précaire, l'ordonnance fut un coup de tonnerre. Le président du Conseil essaya — en vain d'ailleurs — de mettre l'action du commandement militaire en opposition avec la politique allemande dont je suis le représentant. La *Rada* se réunit avant-hier; d'après mes renseignements, la séance fut très agitée, mais je n'ai pas réussi à connaître ses décisions.

Sur ces entrefaites, dans la nuit de samedi à dimanche, de nombreuses délégations paysannes arrivèrent à Kiev pour se défendre contre la politique agraire du gouvernement. Certaines de ces délégations étaient composées de véritables paysans, mais d'autres ne comptaient que de grands propriétaires qui appartenaient au parti du général Skoropadski, dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir à plusieurs reprises. Le but final de ce mouvement, que nous pourrions facilement maîtriser, était de renverser le gouvernement actuel. Ses organisateurs essayèrent prudemment d'entrer en contact avec moi et avec le haut commandement. Après un entretien, et d'accord avec moi, le général Groener exigea du général Skoropadski les garanties nécessaires. La question du départ (ou au moins de la réorganisation) du gouvernement actuel fut discutée ces jours-ci au Conseil, où prirent part le chef d'état-major, le comte Forgach, les deux délégués militaires et moi. Tous reconnurent la nécessité de changer le gouvernement actuel, ce qui ne présentait pas de grandes difficultés.

Il semblait que ce changement dût se faire d'une manière pacifique, sans notre intervention active. Tout à coup, hier, dans la soirée, le général Groener me téléphona que, par ordre du juge d'instruction allemand et avec la permission du juge allemand du XXVII^e Corps d'armée, on a arrêté plusieurs personnes soupçonnées d'avoir pris part à l'affaire Dobrij...

Quelques minutes après cette communication téléphonique, j'ai reçu la visite du président du Conseil, M. Holubovitch, accompagné d'un officier. Il m'a mis au courant de l'entrée dans la salle de la *Rada* d'un officier allemand, avec un détachement militaire, et des arrestations qui y eurent lieu. Le président du Conseil m'a demandé si cet acte de violence en pays ami a été commis par ordre du gouvernement impérial, et si ce gouvernement l'approuve. J'ai répondu que, d'après mes renseignements, le juge avait agi en pleine indépendance. Très nerveux, le président du Conseil me déclara qu'il voulait partager le sort de ses collègues et qu'il attendrait chez lui son arrestation...

Le président du Conseil voulut revenir me voir ce soir. Chemin faisant, M. Holubovitch fut interpellé par une patrouille et, étant sans papiers,

fut amené à la *Komandatur*, où on ne voulut pas croire qu'il était président du Conseil. On l'a fouillé en présence de plusieurs officiers et soldats. A mon profond regret, on lui a refusé également l'autorisation de téléphoner au feld-maréchal, au général Groener et à moi (1).

Telle fut l'oraison funèbre de la *Rada* sous la plume de l'ambassadeur d'Allemagne...

Dans deux dépêches chiffrées des 2 et 4 mai, M. Mumm entretint son département du nouveau régime instauré en Ukraine.

Dans le pays, un seul pouvoir jouit d'une autorité; c'est celui du haut commandement allemand. Aussi peut-on compter que les nouveaux dirigeants exécuteront chaque souhait du général Groener ou de moi, soit de caractère personnel, soit d'intérêt général. Nous travaillons, le général Groener et moi, en plein accord. Pour ne pas compromettre le gouvernement devant le pays, il n'est pas recommandable d'aller plus loin dans la limitation de sa compétence... Il est difficile de dire dans quelle mesure ce gouvernement possède le soutien de la population. A ce point de vue, les événements qui se sont déroulés dimanche dernier et surtout la violation des privilèges du Parlement ont laissé une impression pénible...

... Sur qui peut compter le gouvernement? Sur toutes les classes aisées, les paysans riches inclus. Mais il se peut que le caractère dictatorial du pouvoir éloigne la classe ouvrière.

Pour ce qui était du nouveau dictateur, un télégramme de l'état-major des troupes d'occupation adressé au commandant en chef du front oriental, s'exprime ainsi :

L'hetman Skoropadski a montré son courage civique à côté des idéologues, des utopistes et des imbéciles. Il est difficile de dire quelle sera, dans l'avenir, sa ligne de conduite; en tout cas, il fait l'impression d'être quelqu'un. Le 2 mai, il a eu un entretien à l'état-major; il a parlé en termes clairs et prudents de la situation politique et économique du pays. Il se rend compte que la reconstruction du pays n'est possible qu'à la condition de s'orienter nettement vers l'Allemagne. Pour le moment, il est entièrement sous l'influence de notre haut commandement.

D'après le général Groener, les troupes allemandes auront toute facilité pour assurer l'ordre et la sécurité si nous abandonnons enfin la fiction d'un « pays ami » où nous devons demander, pour agir, l'autorisation des fonctionnaires ukrainiens incapables et malpropres. Le haut commandement prendra toutes mesures pour que le moindre désordre soit réprimé dès le début, de la manière la plus décisive. Il aura d'ailleurs, dans ce domaine, tout l'appui du nouveau gouvernement ukrainien (2).

(A suivre.)

Elie BORSCHAK.

(1) Documents publiés dans le *Recueil de Moscou*, pp. 53-58.

(2) *Op. cit.*, pp. 61-64.

Le Gérant : DE PEYRALADE.

SOMMAIRE

Chroniques et articles

- CHRONIQUE POLITIQUE. — *La géopolitique contre le racisme* (A. M.). 130
- CHRONIQUE JURIDIQUE. — *La préparation administrative de la guerre* (J. R.)..... 133
- C. ROSENBERG et André SCHERRER. — *L'évolution des rapports financiers et économiques franco-allemands*..... 136
- J.-O. LÉVINE. — *La question des pêcheries japonaises dans l'Extrême-Orient russe*. 157
- Charles LOISEAU. — *La physionomie religieuse de M. Hitler d'après « Mein Kampf »*..... 166

La Vie Diplomatique

- Ephémérides internationales. 175

Les Etats et leur politique

- ALLEMAGNE. — *Le départ du Dr Schacht et les difficultés économiques* (Léon MEUDON)..... 179

Variétés

- Elie BORSCHAK. — *Documents nouveaux sur la politique ukrainienne des Empires centraux en 1918*..... 187

VARIÉTÉS

Documents nouveaux sur la politique ukrainienne des Empires centraux en 1918 (1)

En juin 1918, le général Alfred Krauss, commandant en chef des troupes d'occupation austro-hongroises, adressa le rapport suivant au comte Burian, ministre des Affaires étrangères de la Double Monarchie :

L'Allemagne poursuit en Ukraine un but politique et économique bien déterminé. Elle veut une fois pour toutes s'assurer la route la plus sûre qui mène, par Bakou et la Perse, en Mésopotamie et en Arabie. Cette route d'Orient passe par Kiev, Ekaterinoslav et Sébastopol. A mon sens, les Allemands nourrissent l'intention de garder la Crimée comme colonie ou sous une autre forme. Ils ne lâcheront jamais la précieuse presqu'île... En faisant de l'Ukraine leur grenier, les Allemands tendent à transformer ce pays en marché pour leurs produits industriels. Ce plan m'a été confirmé par une déclaration franche du général Groener, qui m'a dit que, l'Angleterre barrant la route à l'Allemagne en Occident, les intérêts principaux de cette dernière s'orientaient à travers l'Ukraine et la Crimée vers les Indes (2).

Aussi Berlin devait-il surveiller de près les rapports russo-ukrainiens. L'article VI du traité de Brest-Litovsk, conclu le 3 mars 1918 entre les Puissances centrales et la Russie des Soviets, obligea le gouvernement de Moscou à faire immédiatement la paix avec l'Ukraine et à reconnaître le traité de paix entre cet Etat et les Puissances centrales. Des pourparlers s'ouvrirent aussitôt à Kïev.

(1) Voir *Affaires Etrangères* de janvier 1939, pp. 54-64, et février 1939, pp. 120-128.

(2) Documents publiés dans le *Recueil de Moscou*, pp. 71-72.

La délégation soviétique fut présidée par Cristian Rakovsky, dix ans plus tard ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris; son adjoint était Dimitri Manouilsky, plus tard un des dirigeants de la III^e Internationale. La délégation ukrainienne eut à sa tête Serge Cheloukhine, juriste éminent, aujourd'hui en exil.

Les négociations commencèrent le 23 mai 1918. Le 12 juin fut signée une convention d'armistice et de rétablissement des communications.

Les négociations pour un traité définitif commencèrent par la question épineuse de la frontière entre Russie et Ukraine. On connaît aujourd'hui les instructions du gouvernement de Moscou à ses délégués à Kiev : négocier avec l'Ukraine, mais trainer les pourparlers en attendant les résultats de la guerre en Occident.

Dès le début de la Conférence de Kiev, M. Widfeld, conseiller à l'ambassade allemande, adressa au président du Conseil ukrainien la note suivante :

A la suite du traité de Brest-Litovsk et avec leur aide militaire, les Puissances centrales ont créé la possibilité d'existence de l'Etat ukrainien et d'une économie nationale ukrainienne. Des rapports économiques étroits existent entre l'Ukraine et les dites puissances. Ces rapports méritent une attention constante et donnent aux Puissances centrales le droit d'exiger l'exécution d'obligations économiques bien déterminées.

Si l'Ukraine veut fournir à la Russie des matières premières, particulièrement, la houille, la laine et le phosphate, elle doit avant tout garantir aux Puissances centrales la fourniture de ces matières. Si l'Ukraine, à la suite de son traité avec la Russie, reçoit de cette dernière des matières précieuses, par exemple du platine, les Puissances centrales seront obligées de réclamer à l'Ukraine une partie de ces matières précieuses (1).

D'autre part, Berlin tenait absolument à placer l'Ukraine dans son réseau de navigation aérienne. Dans cet ordre d'idées, la lettre adressée le 14 juillet 1918 par le ministre de l'Intérieur allemand à la *Wilhelmstrasse* n'a rien perdu de son actualité :

Le territoire austro-hongrois nous importe pour établir la route la plus courte vers les Balkans, la Grèce, l'Égypte. Toutefois, certains de ces points peuvent être atteints à travers la Pologne et l'Ukraine. La voie vers Constantinople à travers la Pologne et l'Ukraine n'est que de 10 % plus longue que celle à travers l'Autriche-Hongrie. Il se peut que l'importance d'Odessa pour la liaison aérienne avec le Caucase soit telle qu'il convienne de se rendre à Constantinople par Odessa...

(1) *Op. cit.*, pp. 94-95.

Aussi le ministère de l'Intérieur demanda-t-il à la *Wilhelmstrasse* d'arracher au gouvernement ukrainien un monopole en faveur de l'Allemagne pour les lignes d'aviation entre Odessa et le Caucase, d'une part, entre Odessa et Constantinople, de l'autre.

On n'oubliait pas non plus à Berlin les colons allemands (originaires de l'Allemagne du Sud) installés en Ukraine, dans le gouvernement de Kherson, par Catherine II, qui devinrent beaucoup plus riches que les paysans auxquels ils devaient, en principe, apporter leur connaissance technique. Le baron Mumm réclama la participation au Cabinet ukrainien d'un ministre originaire de cette colonie.

En même temps, plusieurs délégués des maisons allemandes arrivaient en Ukraine afin d'étudier la participation la plus active du capital germanique et des techniciens allemands dans la reconstruction économique du pays (1).

Chef nominal de l'Etat ukrainien, l'hetman Skoropadski chercha à se rendre plus indépendant vis-à-vis de ses tuteurs, le général Groener et l'ambassadeur Mumm. Il voulut organiser une armée ukrainienne; les autorités militaires allemandes s'y opposèrent farouchement. Pour rehausser sa situation vis-à-vis des autorités d'occupation, Skoropadski aspirait à une rencontre personnelle avec Guillaume II. Le 28 août 1918, quand la situation militaire de l'Allemagne commença à périlcliter, le chancelier avisa le baron Mumm que « Sa Majesté daignait consentir à recevoir l'hetman ».

Le secret fut gardé autour de ce voyage et les habitants de Kiev apprirent le départ de l'hetman quand son train quittait le territoire ukrainien. Skoropadski arriva le soir du 4 septembre à Berlin, où il fut accueilli à la gare par von Kühlmann. Le 6 septembre, il était à Wilhelmshöhe, chez l'Empereur. Il fit la meilleure impression sur le « Seigneur de la guerre ». La grande croix de l'Aigle rouge, remise personnellement par l'Empereur, en témoigna.

Durant le déjeuner officiel, des discours furent prononcés. Guillaume II déclara :

Lorsque, après la libération des peuples liés à l'Empire des Tsars, l'Ukraine, conformément à son histoire glorieuse, s'est proclamée indépendante et a prié l'Empire allemand de lui venir en aide dans la constitution de son Etat, j'ai consenti avec joie à ce que cette aide lui fût accordée. Mon gouvernement et mes Alliés se sont donné pour tâche

(1) *Op. cit.*, pp. 89-90.

d'assurer une base internationale au nouvel Etat; nos armées ont contribué à ramener le calme dans ce pays bouleversé par des masses anarchistes; grâce à elles, la constitution de l'Etat a pu être entreprise. Soutenue et encouragée par la grande masse du peuple ukrainien et de la bourgeoisie amie de l'ordre, Votre Altesse a commencé l'organisation de l'Etat avec prudence et énergie... Croyez que les relations politiques et économiques entre l'Allemagne et l'Ukraine, qui paraissent devoir se compléter mutuellement, deviendront de plus en plus solides et étroites. Hourra pour Son Altesse l'hetman de l'Ukraine!

Skoropadski répondit en ukrainien.

A Berlin, Skoropadski fut traité en souverain : visite des usines Krupp à Essen, séjour à la base maritime de Kiel, gala à l'Opéra, etc. Le 10 septembre, il était au G.Q.G.. où Hindenburg et Ludendorff se dérangèrent pour recevoir l'hetman à la gare.

Le même jour, le feldmaréchal Hindenburg, par un télégramme adressé à l'amiral von Hintze, demandait « l'entremise d'une puissance neutre en vue d'une explication immédiate » avec l'Entente.

Le voyage de Skoropadski dura deux semaines. Le 17 septembre il était de retour à Kiev.

Les résultats de ce voyage étaient appréciables. Guillaume II donnait son consentement à l'organisation d'une armée ukrainienne et autorisait la remise à l'Ukraine des unités de la flotte de la Mer Noire saisie par les Allemands.

Le 29 septembre, l'armistice bulgare fut signé à Salonique et, le 1^{er} octobre, Ludendorff déclarait :

« Aujourd'hui, l'armée tient, mais il est impossible de prévoir ce qui arrivera demain. »

Le même jour, le prince Max de Bade devint chancelier de l'Empire et l'amiral Hintze fut remplacé par le Dr Solf, ancien secrétaire d'Etat de l'Office des Colonies. Le lendemain, le nouveau chancelier reçut ce terrible aveu d'Hindenburg : « Par suite de l'impossibilité où nous nous trouvons de compenser les pertes très élevées qui nous ont été infligées dans les combats de ces derniers jours, il ne reste plus aucun espoir de forcer l'ennemi à faire la paix... » Le 5 octobre 1918, Max de Bade télégraphiait au Président Wilson pour lui demander d'arrêter les hostilités. L'Allemagne avait perdu la guerre.

Cependant, elle ne pensait nullement à abandonner ses positions dans l'Est. Le 10 octobre, c'est-à-dire cinq jours après la demande d'armistice, le Dr Solf envoya au baron Mumm la dépêche suivante :

Nous avons élaboré ici, pour l'Ukraine, le programme suivant :

- 1° L'Ukraine, comme Etat indépendant, ainsi que notre hégémonie (*sic*) seront, autant que possible, maintenues;
- 2° Le traité de Brest-Litovsk ne peut être révisé par aucun traité général conclu entre l'Allemagne et les Puissances de l'Entente;
- 3° On fera savoir à l'hetman qu'il doit ukrainiser son gouvernement et décréter une réforme agraire. Il devra s'appuyer sur l'*Union Nationale Ukrainienne*, qui pourrait plus tard devenir Assemblée nationale;
- 4° Les éléments russes et les agents de l'Entente seront éloignés de l'Ukraine;
- 5° L'Ukraine recevra l'ordre de nous demander officiellement de laisser nos troupes en Ukraine tant que la situation ne sera pas normalisée dans le pays;
- 6° Des accords spéciaux compléteront notre traité avec l'Ukraine;
- 7° Pour réaliser ce programme, le Dr Zudekum, accompagné d'agents des Affaires étrangères, se rendra à Kiev. Il y travaillera en plein accord avec l'ambassade impériale (1).

Même défaite, l'Allemagne tenait à conserver son hégémonie dans l'Ukraine et, par là, dans tout l'Est européen.

Mais il fallait changer de politique et appeler au gouvernement des éléments nationaux ukrainiens. L'hetman ne devrait désormais s'appuyer que sur l'*Union Nationale Ukrainienne*, dont il est temps de parler.

En été 1918, les patriotes ukrainiens qui n'acceptaient pas le régime de Skoropadski constituèrent l'*Union Nationale Ukrainienne*, présidée par M. Vinnitchenko, chef du premier gouvernement autonome ukrainien en 1917. Tous les partis nationaux étaient représentés dans l'*Union*, dont le programme portait la création d'un Etat fort et indépendant et l'établissement d'un pouvoir responsable devant le Parlement. L'*Union* représentait donc l'opposition nationale et sociale au régime. Pour guider Skoropadski vers la nouvelle orientation démocratique, la *Wilhelmstrasse* dépêcha à Kiev le Dr Zudekum, membre du parti social-démocrate, qui devait servir d'intermédiaire entre Skoropadski et l'*Union Nationale*.

M. Till, consul général d'Allemagne à Kiev (son chef, le ministre, étant malade), commença donc à former un nouveau Cabinet, comme l'on voit d'après une dépêche du 15 octobre, où il relate une visite de Vinnitchenko.

Mais l'Allemagne défaite n'avait plus à Kiev la même autorité. Le 23 octobre 1918, le comte Berchen, conseiller à l'ambassade allemande, télégraphiait :

(1) *Op. cit.*, p. 136.

La formation du Cabinet rencontre de grandes difficultés. A la suite du changement de la situation générale, l'influence des partis de droite s'est considérablement accrue. Les buts politiques de ces milieux sont ouvertement dirigés vers l'union de l'Ukraine avec la Russie; l'Ukraine aura, dans la meilleure hypothèse, une certaine autonomie. Actuellement, ces milieux font tous leurs efforts pour éliminer une influence décisive, dans le nouveau Cabinet, des représentants du nationalisme ukrainien...

Durant mes longs et fréquents entretiens avec l'hetman, je lui ai constamment marqué que ses intérêts sont identiques à ceux de l'Union Nationale, qui aspire à créer une Ukraine indépendante. Les autres partis abandonneront l'hetman dès qu'apparaîtra une possibilité d'union avec la Russie. L'hetman est tout à fait d'accord avec ces considérations, mais il croit sa situation assez forte pour défier les partis de droite. Moi-même, je ne crois pas, dans les circonstances actuelles, nécessaire de rompre définitivement avec eux. Nous pourrions prendre devant l'hetman la responsabilité morale et politique d'une rupture avec les groupes mentionnés, mais à la condition de garantir que nos troupes resteront en Ukraine en nombre suffisant pour tenir tête aux soulèvements bolcheviks et au risque de coups d'Etat dirigés par les milieux ententophiles contre l'hetman.

Pour comprendre le sens de cette dépêche, il faut savoir que, le 17 octobre, eut lieu une scission au sein du Cabinet. M. Zavadsky, secrétaire d'Etat, au nom de ses neuf collègues, lut une déclaration dont l'esprit était le suivant : l'Ukraine se trouve à la croisée des chemins. Ses relations avec la Russie doivent être précisées. L'Ukraine a tout intérêt et le devoir d'aider le peuple russe à renverser les bolcheviks et à s'unir plus tard avec une Russie nouvelle.

Ainsi la majorité du gouvernement de l'hetman, qui, durant cinq mois, faisait figure de gouvernement ukrainien national, qui affichait son attachement à l'Ukraine indépendante, jetait le masque et proclamait ses véritables sympathies pour une Russie unie et indivisible.

Le 20 octobre, le Comité central du parti Cadet, en présence de M. Milioukov, se déclara pour l'union avec la Russie future.

L'hetman et les Allemands réussirent enfin, le 24 octobre, à former un Cabinet où les éléments séparatistes ukrainiens et fédéralistes russophiles se contrebalançaient. La présidence restait aux mains de Lisohoub. La crise fut donc ajournée pour rebondir, trois semaines plus tard, par une véritable révolution.

Elie BORSCHAK.

Le Gérant : DE PEYRALADE.